



**Law  
Management  
Experience**

# **PROGRAMME DE DROIT**

LICENCE 1, 2, 3

G R O U P E

**IAM**

Institut Africain de Management

[www.groupeiam.com](http://www.groupeiam.com)

7606 Mermoz BP 15 391

Tél. (+221) 33 869 36 36

[info@groupeiam.com](mailto:info@groupeiam.com)

L'ingénierie juridique exercée par le juriste d'affaires repose sur une dimension pratique et met en exergue un potentiel dont les organisations ont tant besoin. Elle consiste alors à utiliser des techniques juridiques pour faciliter en particulier la maîtrise pratique du droit qui fait appel tout à la fois à l'exécution de techniques ponctuelles ou à certains montages juridiques plus raffinés.

# PROGRAMME DE DROIT

Il s'agit alors, d'une part, de permettre une meilleure maîtrise des règles pour une capacité de réaction efficace par rapport aux transactions financières ou commerciales. D'autre part, la licence juriste d'affaires vise à mettre en contact, de façon significative, les étudiants avec la pratique du droit en leur fournissant un complément de connaissances indispensables. La participation de professionnels aux équipes pédagogiques apporte d'ailleurs une vision plus globale du régime juridique applicable tant sur le plan structurel de l'entreprise, que de son activité. En l'occurrence, après une formation foncièrement professionnalisante, le parcours Juriste d'affaires vise à former

des spécialistes dans les domaines intéressant le droit des affaires, avec comme points forts le droit des sociétés et le droit des contrats d'affaires dans leur diversité.

Il s'agit de rendre les diplômés immédiatement opérationnels. Ces derniers peuvent ainsi s'orienter vers les métiers du droit comme cadres moyens : juriste dans des cabinets d'avocats, de notaires, d'experts comptables, d'administrateurs judiciaires. Juristes d'entreprise accomplis, les diplômés peuvent enfin continuer leurs études en postulant à une formation supérieure et prétendre au diplôme de Master dans les filières du droit.

## I. ANALYSE DU CONTEXTE ET DE LA PERTINENCE

### I.1 Analyse du contexte

Dans un monde de plus en plus global, avec des transactions qui se complexifient, où le contentieux se développe de façon croissante, il est impérieux de maîtriser les règles et la pratique juridiques. Dès lors, au Sénégal, le recours au droit s'intensifie avec le renforcement de l'Etat de droit. La gouvernance financière publique comme privée est au cœur du débat public. C'est ainsi qu'une juridicisation poussée et une judiciarisation avancée dans les sociétés contemporaines notamment dans les activités commerciales concourent à l'urgence de former des experts du droit des affaires.

Le développement du droit des affaires permet aussi d'encadrer le processus d'expansion de l'économie en facilitant la réalisation des activités qui s'y déploient. La norme juridique renforce la prévisibilité tant dans l'élaboration que l'application des mécanismes contractuels. Pour encadrer les acteurs du monde des affaires, en perpétuelle mutation, il ya donc place pour une formation dédiée et calibrée, en phase avec les ambitions d'émergence du Sénégal.

### I.2 Analyse de la pertinence

Cette formation en droit des affaires vient combler les besoins d'innovation et de renouvellement de l'offre de formation en droit des affaires dans nos universités. La globalisation de l'économie et l'Etat de droit posent des exigences de professionnalisation poussées et poussent vers un profil de juriste d'affaires réactif et prospectif. Il faut à la fois une compréhension globale d'enjeux complexes et une exigence réelle de spécialisation.

Cette formation contribue ainsi à répondre aux besoins structurels ou ponctuels des entreprises et des hommes d'affaires.

### Objectifs de la formation

L'ensemble de la formation vise à lier la théorie et la pratique (travaux dirigés, stage en entreprise...).

L'objectif général consiste à donner aux étudiants une formation juridique générale de haut niveau comportant l'enseignement de toutes les matières classiques du droit privé (Droit civil, Droit des obligations, Droit des biens...) et du droit public (Droit constitutionnel, Droit administratif, Finances publiques ...).

### Objectifs spécifiques

Cette Licence en droit a pour objectif de résoudre un problème relatif à la formation de cadres intermédiaires (dans le privé et dans le public) dans le monde des affaires. De surcroit, elle offre la possibilité de se présenter aux divers concours professionnels.

### Perspectives professionnelles

Les étudiants titulaires de la licence 3 peuvent intégrer le marché de l'emploi dans les métiers du droit des affaires et, de façon générale, du droit privé tant en entreprise qu'en cabinet (de notaires, d'experts comptables, de fiscalistes, d'avocats, d'administrateurs judiciaires...).

### Perspectives académiques

Les étudiants titulaires de la licence 3 peuvent poursuivre leurs études en Master I

### Admission

La Licence se déroule sur 6 semestres répartis sur 3 ans (L1, L2, L3) et correspond à un total de crédits 180. Elle comporte, en troisième année, une spécialisation marquée en droit des affaires.

### Conditions de passage

le passage conditionnel en Licence 2 pour les étudiants ayant capitalisé au moins 70% des 60 crédits de la Licence 1 ;  
le passage conditionnel en Licence 3 pour les étudiants ayant validé la Licence 1 et capitalisé au moins 70% des 60 crédits de la Licence 2 ;

### Quelques modules du programme de Licence

- Droit public
- Droit Privé
- Economie et Management
- Outils de base (Anglais et comptabilité)
- Droit Communautaire
- Droit Administratif
- Droit des libertés Fondamentales
- Droit de la responsabilité Civile
- Droit Pénal
- Droit fiscal
- Droit des Affaires